

Débat de politique départemental

Le contournement Est : un projet écocidaire

Intervention de Joachim MOYSE

Alerte rouge sur la santé et l'environnement

L'annonce faite le 15 décembre dernier par le Premier Ministre consistant à donner un feu vert à la construction du Contournement Est de Rouen est une mauvaise décision politique.

Elle a été prise dans un contexte démocratique et financier vraiment inadapté, ce qui la rend complètement incompréhensible.

Je ne reviendrai pas sur tous les enjeux sanitaires, sociaux, économiques et environnementaux. Tout a déjà été dit, y compris tout et son contraire, laissant la population dans une totale confusion. 3 exemples :

D'abord, selon la Région, l'exposition des populations aux polluants atmosphériques diminuerait. Selon l'étude d'impact, elle augmenterait de 4 à 14% selon les polluants avec notamment 50 000 t de CO2 en plus par an : Bonjour le réchauffement climatique !

2ème exemple : La CCI indique que cette infrastructure inciterait les transporteurs à éviter le cœur de Métropole. D'autres avis et études insistent sur le coût du péage qui dissuaderait son utilisation.

3ème exemple : Contrairement à ce qui est écrit dans le dossier préalable, tous les dispositifs qui viendraient traiter les impacts sonores et visuels n'ont pas été intégrés au projet et seraient un surcoût. En clair, le coût du projet serait largement sous-évalué ...

Bref, c'est la grande confusion...

Le problème, c'est que le contexte démocratique rend cette annonce inacceptable.

Après avoir dit, haut et fort, que le gouvernement ne prendrait pas une décision contre les avis des élus du territoire qui ont marqué leur opposition à l'échelle de la Métropole Rouennaise, le premier ministre a renié sa parole en cédant aux lobbies du Tout Routier et aux pressions politiques libérales.

A quelques mois des élections présidentielles et législatives, le premier ministre a engagé les finances de l'état sans savoir si les élus qui seront issus des urnes seront en accord et porteront ce projet. C'est profondément antidémocratique.

Enfin, il y a une vraie rupture d'égalité démocratique sur la question du financement.

Premièrement, il y a rupture d'égalité entre les contribuables français puisque jamais une telle infrastructure en partie concédée n'a vu un tel niveau d'investissement public en France au km parcouru.

Deuxièmement, il y a rupture d'égalité entre les contribuables normands puisque ni la CASE ni le département de l'Eure ne participent financièrement, ce qui se répercute mécaniquement sur les seinomarin.

Troisièmement, il y a rupture d'égalité entre les seinomarin eux-mêmes, puisque, sans concertation, Mr le Président, vous avez décidé il y a un an, d'augmenter de 18M€ la participation de notre département après le désengagement bienheureux de la métropole Rouennaise.

Un total de 40 M€ va donc manquer pour des projets qui seraient plus utiles ailleurs en Seine-Maritime dans le champ de l'éducation ou de la santé par exemple.

Que pensent alors les Havrais ou les habitants du monde rural et du littoral de cette utilisation de 40 M€ d'argent public du département fléché vers cette infrastructure inutile et polluante qui ne concerne que le territoire Rouennais ?

Les impacts de la crise sanitaire coûtent cher au pays, aussi le plan de relance de l'état doit-il cibler des dépenses d'investissement utiles et cohérentes avec la transition énergétique : c'est le cas pour les infrastructures ferroviaires pas pour cette autoroute à péage !

En parallèle, la facture de ce projet risque d'exploser du fait de la hausse très forte des matières premières et des énergies. En ces temps difficiles pour le portemonnaie des français, et des seinomarin en particulier, l'argent public ne doit-il pas d'abord servir aux priorités sociales et éducatives ?

Enfin, pour notre département qui vote son budget aujourd'hui, c'est quand même fort de café, Mr le président, de parler de vigilance pour les dépenses publiques qui devront absorber les conséquences du « quoi qu'il en coûte » tout en lâchant 40M€ pour ce projet d'un autre temps dont même votre illustre prédécesseur, Jean Lecanuet, ne voulait pas...

Au nom des populations des villes, comme SER et Oissel, des champs cultivés, des rivières et des forêts sur le tracé, il est encore temps, pour vous, de suivre la position de Mr Sébastien Lecornu : dire que ce projet était intéressant mais refuser de le soutenir financièrement.